

Pierre Gras

# UNE AUTRE ROME

Enquête historique, 1950-2020



Fablyo

Pierre Gras

---

# UNE AUTRE ROME

---

Les métamorphoses d'une métropole :  
du « miracle italien » au « chaos urbain » ?  
(1950-2020)

*À la mémoire de Paolo Casoli,  
mon grand-père italien.*

*À mes enfants Julien, Nicolas,  
Lise-Hélène et Corentin,  
et à mes petites-filles Albertine et Rose.*

---

*« Il n'y a pas de fin. Il n'y a pas de début.  
Il n'y a que la passion infinie de la vie. »*

Federico Fellini, *Propos*, 1980



---

# INTRODUCTION

---

Pour le voyageur qui survole le paysage collinaire du Latium avant d'atterrir à l'aéroport international de Fiumicino, ou pour celui qui le découvre entre les terminaux aéroportuaires et la gare de Termini à travers les vitres du « Leonardo Express », le territoire qui se dévoile constitue une expérience édifiante, en rupture avec l'idée que l'on se fait généralement de Rome. L'observateur est frappé par l'état de dégradation et de pauvreté paysagère des banlieues romaines, qui contraste tant avec les efforts de restauration et de réhabilitation des palais, des musées et même des ruines du *centro storico*. « Vastes immeubles à l'abandon, cimetières de grues, gares fantômes, passerelles chancelantes, voirie défoncée, espaces publics abandonnés, accumulation de déchets<sup>1</sup>... » La ville a presque fini de remplir les trente kilomètres qui séparent Fiumicino du centre de Rome. Mais est-ce vraiment la ville ? Une petite usine électrique, des terrains vagues, des parkings à moitié vides flanqués le long de voies ferrées ou de voies rapides, des broussailles à foison, quelques panneaux publicitaires et, ici ou là, une tour de bureaux ou un centre commercial planté au milieu de nulle part et cerné de véhicules, hormis le dimanche : l'antique *Agro romano*<sup>2</sup> fait pâle figure. Plus tard, l'arrivée dans le centre-ville fait écho, par la négligence de son entretien, à l'anarchie apparente de la périphérie. Elle peut provoquer une certaine déception, si ce n'était l'état de sidération que provoquent chez le visiteur la richesse patrimoniale et architecturale de la capitale, la canopée des pins parasols et le charme indéfinissable de ses vieux quartiers.

Mais si « Rome n'est plus dans Rome », pour reprendre la formule célèbre de Corneille<sup>3</sup>, le phénomène n'est pas nouveau. Deux siècles et demi avant nous, Goethe ne se trouve pas si ému devant le spectacle de la ville : « Avouons [...] que c'est un triste et pénible travail que d'éplucher la ville moderne pour en extraire la Rome antique, mais il faut bien refaire et espérer à la fin une satisfaction inestimable, écrit-il dans son *Voyage en Italie*, à la journée du 1<sup>er</sup> décembre 1786. Ce que les barbares ont laissé debout, les architectes de la Rome moderne l'ont dévasté. Quand on considère une telle existence qui remonte à deux mille ans et au-delà, que la vicissitude des temps a transformée de façons si diverses et bouleversée de fond en comble, quand on pense que c'est pourtant encore le même sol, la même montagne, souvent la même colonne et même le même mur, et dans le peuple encore les traces de l'ancien caractère [...] il est difficile, dès le début, pour l'observateur,

1 Cf. Coll., « Le départ de Paolo Berdini : le "stade Raggi" de l'urbanisme romain », métropolitiques.eu, article mis en ligne le 23 février 2017, consulté le 15 novembre 2019.

2 Dans la Rome antique, l'expression latine *Ager romanus* désigne le territoire propre de la ville de Rome, seul susceptible pendant longtemps de propriété civile. Le terme *Agro Romano* a été restauré par Flavio Biondo à la Renaissance. Il était alors utilisé pour indiquer la zone de la campagne romaine située dans le district municipal de Rome. Actuellement l'*Agro romano* correspond aux anciennes zones rurales situées autour de Rome, au-delà du périphérique autoroutier de la capitale italienne, et urbanisées au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

3 « Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis. » - Pierre CORNEILLE, *Sertorius*, 1662, acte III, scène 1.

de démêler comment Rome succéda à Rome, non pas seulement la ville moderne à la Rome antique, mais même les différentes époques de l'ancienne et de la nouvelle<sup>4</sup>. » Sévère sans aucun doute, Goethe est néanmoins réaliste. Les bouleversements de Rome, s'ils ne sont pas tous aussi visibles dans l'épaisseur historique de la ville, s'inscrivent assurément dans la longue durée et ont fortement modelé son visage actuel.

### Le mythe de la « Ville éternelle »

Commençons par tordre le cou à quelques mythes qui, aujourd'hui encore, ont la vie dure. La « Ville éternelle » est une notion qui perdure depuis trop longtemps pour ne pas s'y arrêter en premier lieu. Trois grandes hypothèses expliqueraient cette « résilience » de Rome, de l'Antiquité à nos jours<sup>5</sup> : après la chute de l'Empire, le décalage entre le temps des représentations de l'espace et celui des fonctions urbaines ; les interactions entre le temps de Rome et celui du monde chrétien ; et enfin la sélection effectuée par la ville à partir de son héritage urbain, en partie préservé ou bien franchement effacé. Depuis son apparition à l'époque d'Auguste et son affirmation à celle d'Hadrien, cette vision « éternelle » de Rome est parvenue à « faire d'une figure de propagande une périphrase quelque peu usée<sup>6</sup> ». La référence à l'éternité urbaine renvoie à une domination territoriale alors inédite à l'échelle du monde connu, celle de l'Empire romain. Mais pour faire lien avec « l'éternité d'aujourd'hui », si l'on veut bien accepter cette formule, la distance reste importante entre la ville historique chère aux Humanités et une réflexion s'appliquant au milieu urbain actuel sur la base du « développement durable ». Éternelle, peut-être ; durable, pas sûr, pourrait-on résumer.

Cependant, la remarquable permanence du « fait urbain » à Rome signe l'appartenance de la « Ville éternelle » à la catégorie des métropoles dont la centralité est restée continue, par opposition à des villes comme Athènes, Constantinople ou Alexandrie, capitales antiques devenues métropoles contemporaines après une très longue rupture historique<sup>7</sup>. Mais il s'agit davantage d'une permanence de « l'idée de Rome » qu'une simple continuité des fonctions urbaines. À partir de 330 apr. J.-C., lorsque Constantin choisit Byzance comme capitale impériale, Rome perd ses fonctions politiques jusqu'à la chute de l'empire en Occident qui accélère son déclin. Une érosion démographique spectaculaire, quasi unique en Europe, accompagne ce déclin politique. Évaluée à environ un million d'habitants au début de notre ère, la population de Rome ne retrouvera ce niveau qu'à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où elle devient capitale de l'Italie. Toutefois, la très longue période

4 J. W. von GOETHE, *Voyage en Italie*, 1816-1817, Paris, Bartillat, 2003.

5 Cf. Géraldine DJAMENT, « La construction de l'éternité romaine », *L'Information géographique*, volume 69, 2005/3, p. 85-102.

6 Cf. K. J. PRATT, « Rome as eternal », *Journal of the History of Ideas*, vol. XXVI, 1965.

7 C. NICOLET, R. ILBERT, J.-C. DEPAULE, *Mégalopoles méditerranéennes. Géographies urbaines retrospectives*, Paris-Aix, Maisonneuve et Larose, 2000.

qui sépare ces deux moments historiques – le déclin de l'Empire et le statut de capitale de l'Italie unifiée – ne se traduit pas par une absence d'événements. Elle s'inscrit au contraire dans une série de mouvements qui impriment à cette « renaissance » un rythme et des étapes de nature assez différente.

D'une part, les débuts de l'époque moderne voient l'influence de Rome se renouveler à travers la diffusion d'une image valorisante de la ville grâce au développement de l'imprimerie et de l'imagerie religieuse, puis à l'émergence de la Contre-Réforme après le schisme protestant et le concile de Trente (1545-1563). Si la Réforme calviniste fait perdre à Rome une part de son influence en Europe, notamment dans les pays du Nord et en France, la découverte d'un « Nouveau Monde » à partir de la fin du XV<sup>e</sup> siècle donne à la ville l'occasion d'exercer son influence religieuse à une nouvelle échelle. Rome se veut de nouveau « centre du monde »... Les plans de la Rome antique et moderne se multiplient à l'heure de l'humanisme et des premiers voyageurs cultivés, précédant les aristocrates et les artistes du Grand Tour des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Ceux-ci redécouvrent au passage, à travers la fascination des ruines, les heures de gloire de la Rome antique. Cette redécouverte est ancrée dans un puissant imaginaire, qui confère une valeur à la fois mémorielle et politique aux vestiges romains.

D'autre part, cette idée de la « permanence romaine » se fonde sur une dualité complexe entre imaginaire et réalité. La centralité n'a rien d'imaginaire : ses représentations existent et produisent des effets concrets. Mais l'image plus ou moins mythique du territoire romain lui permet de maintenir cette « idée de Rome », y compris durant les périodes de déclin. Elle aide à rebâtir la ville – ou à limiter son obsolescence. Les flux de visiteurs – motivés par des raisons religieuses ou culturelles – sont une source d'enrichissement pour la ville. Car ils entraînent l'amélioration des infrastructures de transport et d'accueil des voyageurs et nécessitent de lutter contre le brigandage. De même, la constitution des États pontificaux, au début du XIII<sup>e</sup> siècle, s'appuie non seulement sur la présence antérieure du pouvoir papal dans le Latium, mais également sur cette idée d'une capitale religieuse ayant traversé les siècles. Pour parvenir à ses fins, la Papauté n'hésite d'ailleurs pas... à mentir, justifiant ses revendications territoriales sur toute l'Italie centrale en recourant à un faux, la très controversée Donation de Constantin<sup>8</sup>.

## De l'unité italienne au choix de Rome comme capitale

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où commence à s'organiser l'unification du pays, la population italienne connaît un renouveau démographique, avec la plus forte croissance de son histoire (+ 35 %

8 Présentée comme un document fondateur, mais élaborée en réalité dans l'entourage du pape Paul I<sup>er</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle, la véritable nature de cette donation sera dévoilée en 1450 par l'humaniste Lorenzo Vala.

entre 1800 et 1850), un recul significatif de la mortalité infantile et la quasi-disparition des grandes famines<sup>9</sup>. Cette population est très majoritairement rurale. La structuration urbaine de l'Italie s'opère peu à peu, à partir d'agglomérations de taille moyenne, formant un réseau plus dense au nord qu'au sud de la péninsule. Six métropoles émergent : Naples et Milan occupent les deux premières places, tandis que Rome récupère lentement de son déclin brutal à l'issue de l'empire<sup>10</sup>. La capitale du Latium ne compte que 180 000 habitants au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. La progression d'une agriculture intensive à caractère capitaliste se met en place dans le nord du pays, dans la plaine du Pô notamment, au détriment de l'agriculture de type latifundiaire<sup>11</sup> qui domine dans le Mezzogiorno. Elle prépare les techniques et les moyens de concentration qui vont caractériser le développement industriel de l'Italie. L'accumulation des richesses en Lombardie et dans le Piémont, aussi bien que la politique suivie par l'empire austro-hongrois qui favorise les « rentiers du sol » en Vénétie, accompagnent (ou provoquent) l'industrialisation et la formation d'une économie plus compétitive au Nord qu'au Sud. Parmi les régions les plus influentes, « seul l'État pontifical resta résolument en marge de ce processus de modernisation<sup>12</sup> ». Dans le Mezzogiorno et dans le Latium pontifical, d'immenses domaines sont exploités par une masse de paysans ne possédant aucune terre (les *braccianti*), qui composent près des deux tiers de la population active. L'abolition de la féodalité pendant la période napoléonienne conduit au morcellement de certaines de ces grandes propriétés au profit d'une nouvelle classe de régisseurs, de paysans enrichis et de « rentiers du sol », comme l'illustre le personnage sans scrupule de Calogero Sedàra, dans le célèbre roman de Lampedusa, *Il Gattopardo*<sup>13</sup>, qui se déroule en Sicile. Mais le sort de la très grande majorité des métayers et des journaliers ne s'améliore guère et finit par conduire à un double phénomène à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au cours du premier quart du XX<sup>e</sup> siècle : un exode rural massif en direction de Rome et vers le nord de la péninsule ainsi qu'une émigration équivalente en direction de l'Amérique. La réalisation de lignes de chemin de fer, qui aurait pu, comme en France, en Angleterre ou aux États-Unis, apporter aux régions moins favorisées un certain potentiel de développement, s'effectue de manière extrêmement lente. Aucune entreprise italienne n'est alors en mesure de répondre efficacement à la demande des compagnies ferroviaires en rails et en matériel roulant. La première ligne est ouverte en 1839, mais dans les États pontificaux, ces travaux d'infrastructures sont à peine ébauchés au moment de l'unification italienne, avec deux modestes lignes entre Rome et Frascati, dans les monts Albains (1857),

9 Cf. Pierre MILZA, *Histoire de l'Italie*, Fayard Pluriel, 2013 (rééd. 2016), p. 725-835.

10 Cf. Philippe GUT, *L'Italie de la Renaissance à l'Unité, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Hachette, 2001, p. 200-203.

11 Il s'agit de grands domaines agricoles constitués par les riches propriétaires romains dans l'Antiquité et qui se prolongèrent dans les territoires de conquête, en particulier en Amérique latine.

12 P. MILZA, *op. cit.*, p. 733.

13 Giuseppe TOMASI DI LAMPEDUSA, *Il Gattopardo*, Milan, Feltrinelli, 1958.

et entre Rome et le port de Civitavecchia (1859). Le projet du Royaume de relier le Nord et le Mezzogiorno – notamment par une ligne longue de près de 1 200 kilomètres entre Gênes et Reggio de Calabre desservant Rome et Naples – ne sera mené à bien qu'en partie. Rome ne sera desservie convenablement depuis les villes industrielles du nord qu'à partir des années 1890, bien tardivement par rapport à son nouveau statut de capitale<sup>14</sup>. Isolée, Rome reste aux marches de l'Italie.

Au plan culturel et linguistique, la constitution d'une unité italienne et la place attribuée à Rome ont été encore plus complexes. La langue de Dante ou l'italien pratiqué en Toscane – reconnu, à tort ou à raison, comme l'italien le plus « pur » – ne sont guère l'apanage d'une population romaine partagée entre l'influence du français sur les élites et le « parler populaire » qui reste vivant pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à aujourd'hui. On compte 80 % d'analphabètes, proportionnellement plus nombreux dans les provinces méridionales, qui parlent tous un dialecte différent. Le nouveau pouvoir royal ne ménage pourtant pas ses efforts pour construire ou « lisser » cet italien composite à partir du modèle toscan. Mais il faudra attendre la toute fin du *Novecento* pour que s'impose, grâce à la presse et à l'édition des textes administratifs, dont la compréhension est indispensable pour se mouvoir dans la société libérale du Risorgimento, une langue nationale communément pratiquée. La montée en charge du sentiment national contribue à cette unification linguistique, mais la « langue » romaine, si tant est qu'elle puisse être qualifiée ainsi, étant donnée la répartition sociale hétérogène des locuteurs, ne participe guère au mouvement. Ceci à l'inverse de l'universalisme d'un auteur comme Giacomo Leopardi, qui lit le latin et le grec, et pratique couramment le français, l'anglais et l'espagnol, tout en offrant à l'Italie quelques-uns des plus beaux textes de la littérature romantique. C'est ainsi, entre autres, qu'il faut comprendre les hésitations devant le choix d'une capitale pour la « nouvelle Italie ». Si l'unité était réalisée, ce n'était pas le cas de l'unification. On prête au sénateur conservateur D'Azeglio cette formule : « L'Italie est faite, il reste à faire les Italiens ! » Pour Rome, et plus encore pour le sud de la Péninsule, cette formule faisait particulièrement sens.

### Une localisation très discutée

Il faut revenir ici au débat qui domine la vie politique italienne de 1860 à 1871 à propos du choix de Rome comme capitale<sup>15</sup>. L'achèvement de l'unité italienne sous l'égide du royaume piémontais se heurte militairement, dès 1848, à l'enclave des États pontificaux. La nation en construction sous l'égide du royaume du Piémont est confrontée à l'alliance du territoire régional romain et du réseau international chrétien,

<sup>14</sup> Cf. Michèle BERGER, « Les chemins de fer italiens, leur construction et les effets amont, 1860-1915 », in *Histoire, économie et société*, 11<sup>e</sup> année, 1992/1, p. 109-129.

<sup>15</sup> Cf. Géraldine DJAMENT-TRAN, « Le débat sur Rome capitale : géohistoire d'un choix de localisation », *L'Espace géographique* t. 34, 2005/4, p. 367-380.

dont la France de Napoléon III est le « bras armé » protecteur du Vatican. La papauté, défendue par des garnisons françaises et des volontaires catholiques refuse l'absorption dans le Royaume d'Italie, proclamé en 1860. Cette absorption signifierait, pense-t-elle, la limitation de son pouvoir au niveau spirituel. Cette situation inédite expliquerait l'exception italienne en matière de capitale qui voit le royaume changer sa capitale à deux reprises en moins de cinq ans : de Turin à Florence, en 1865, puis de Florence à Rome, en 1870. Les négociations avec la France sont longues et compliquées, mais en 1865, en échange du retrait sous deux ans de la garnison française de Rome, les Italiens s'engagent à respecter l'indépendance des États pontificaux. Les dernières troupes françaises quittent Rome à la fin de 1866, laissant la ville sans défense. S'en suit une vague d'agitation anticléricale dont le but est de renverser le pouvoir temporel du pape en mettant devant le fait accompli le gouvernement établi à Florence ainsi que les forces catholiques. Garibaldi prend alors l'initiative de relancer la question romaine et de la régler par la force, à la tête d'une troupe de 8 000 hommes qui envahit le Latium. Napoléon III avait prévenu qu'il ne laisserait personne attenter au pouvoir pontifical. Il dirige aussitôt un corps expéditionnaire de quelque 22 000 soldats vers Rome pour venir au secours de Pie IX. Débarquées au port de Civitavecchia, le plus proche de Rome, les troupes françaises dispersent la légion garibaldienne qui n'est plus qu'à une vingtaine de kilomètres de Rome, non sans faire des victimes (150 morts et 220 blessés du côté des Garibaldiens). L'indignation est immense à Rome, mais le gouvernement italien, sautant sur l'occasion, réprime les menées révolutionnaires et fait entrer les troupes royales sur le territoire pontifical, au grand dam de l'empereur français, qui affirme, bien imprudemment, en décembre 1867 : « Jamais l'Italie ne s'emparera de Rome ! » La question restera pendante jusqu'à la chute du Second Empire et la capitulation de Napoléon III après la défaite contre la Prusse, le 2 septembre 1870. Dès lors, plus rien ne retient l'armée italienne. Après un ultimatum adressé au pape, elle occupe le Latium sans rencontrer de résistance avant de pénétrer dans Rome par la Porta Pia, à l'issue d'un dernier combat symbolique contre les troupes pontificales. Rome est déclarée capitale de l'Italie à la suite du plébiscite du 2 octobre 1870 et d'un vote de la chambre des députés, tous deux gagnés à une écrasante majorité. L'installation de Victor-Emmanuel au palais du Quirinal prend encore presque une année, le temps pour le Parlement de voter la « loi des Garanties » qui règle en principe le statut du Saint-Siège. L'affaire est jouée, mais sans que les Romains n'aient eu, en fin de compte, le moindre mot à dire.

Pour autant, ce choix ne faisait pas l'objet d'une quelconque unanimité, les « anti-romains » faisant feu de tout bois, insistant par exemple sur l'insalubrité de la région romaine, ravagée de manière endémique par la malaria. Il pouvait aussi apparaître comme un paradoxe du point de vue de la centralité. Rome n'est alors ni la ville la plus puissante ni la mieux placée du triple point de vue de la démographie, de l'économie

et des transports. En outre, l'organisation économique et foncière du Latium, dominée par la propriété latifundiaire et ecclésiastique, a longtemps retardé l'affirmation d'une industrie moderne. En revanche, pour les nationalistes, pétris des idées de progrès et de références antiques, Rome est *naturellement* la capitale de l'Italie, comme elle l'avait déjà été brièvement en 1849 lors de l'expérience de la République de Mazzini. Le « Printemps des peuples » qui s'étend à toute l'Europe à partir de 1848, se traduit à Rome par l'éviction du pape et l'institution d'un pouvoir républicain dirigé par un triumvirat constitué par Mazzini, Armellini et Saffi. Si l'expérience tourne court à la suite de l'intervention militaire française, elle constitue l'événement fondateur de la gauche italienne, qui associa désormais la revendication de Rome comme capitale à l'espoir d'un Risorgimento démocratique. La « Ville éternelle » devient, pendant quelques mois, l'emblème d'un programme politique alternatif à celui de la monarchie parlementaire piémontaise. Le slogan de Garibaldi, *Roma o Morte* (« Rome ou la Mort ») et les thèses de Mazzini placent Rome à l'épicentre d'une philosophie à la fois révolutionnaire et universaliste, inscrivant la « Rome du Peuple » dans la lignée impériale<sup>16</sup>. Le gouvernement de centre-droit de Camillo Cavour aura beau jeu, juste avant la mort du président du conseil turinois, en 1861, d'enfourcher ce cheval de bataille, poussant l'Assemblée italienne à un vote en faveur de Rome comme capitale, alors même que la cité ne faisait pas encore partie du nouvel État italien ! Ce coup de maître politique prive dès lors la gauche de l'une de ses principales revendications, tout en lui ôtant toute perspective révolutionnaire : la « Rome capitale » libérale ne sera pas celle du peuple. Mais il coupe court également à la position d'une partie de la droite et des catholiques qui voyaient plutôt Florence, ville plus « centrale », au plan géographique, accueillir définitivement la capitale du Royaume, évitant ainsi de toucher au statut de Rome et du Vatican. Et certains se référeront longtemps encore d'un tel choix par élimination : « Écartons donc de la concurrence au rang de capitale les villes à la situation insatisfaisante : écartons Turin, l'élégante capitale provisoire, écartons Milan la parisienne, Venise la belle, Gênes la superbe, villes toutes aussi peu adaptées à devenir capitales de l'Italie que Palerme ou Naples, qui possède la population la plus considérable [mais] dont la situation est trop méridionale. Que restait-il ? Rome, désignée par la majorité, et Florence<sup>17</sup>. »

Le choix de Rome, capitale « neutre », recouvre un choix politique foncièrement conservateur. En optant pour la « Ville éternelle », le pouvoir royal fuit aussi les conflits sociaux qui se multiplient dans le nord industriel. Le partage des tâches entre un Nord « centre » industriel et un Sud « périphérique » dont Rome devient, un peu malgré elle, la

16 Lors d'un discours resté célèbre devant l'Assemblée constituante de Rome, le 6 mars 1849, Mazzini appelle de ses vœux « la Rome qui agira par la vertu de l'exemple », avant d'ajouter : « Après la Rome des Empereurs, après la Rome des Papes, viendra la Rome du Peuple. »

17 Discours de Carlo Casati, cité par M. AZEGLIO, *Questioni urgenti*, Florence, Barberà éd. 1861, p. 7-8.

capitale est donc le résultat d'une volonté politique<sup>18</sup>. Il s'agit d'un choix non dénué de risques : si le rattachement de Rome et de ses environs au royaume italien fait l'objet d'un plébiscite, ce n'est pas le cas du choix de la capitale. Le procès en légitimité de Rome comme capitale va durer encore longtemps. Le préjugé associant bientôt la nouvelle capitale de l'Italie à la corruption et à l'inefficacité, sous le nom de *malgoverno*, dans les représentations collectives, trouve en effet un écho dans le discours des droites italiennes du début du XXI<sup>e</sup> siècle, de Silvio Berlusconi à Matteo Salvini<sup>19</sup>. Cavour l'affirmait, « aujourd'hui à Rome concourent toutes les circonstances historiques, intellectuelles, morales, qui doivent déterminer les conditions de la capitale d'un grand État<sup>20</sup> ». Les « circonstances », certes, mais l'adhésion du peuple ? Rome s'insère en réalité dans une reconstruction *a posteriori* de l'histoire italienne qui fait naître la Nation avec l'Empire. « Ce choix prétendument "nécessaire" s'inscrit dans la tentative étatique de production de la nation, de l'identité italienne<sup>21</sup> », tentative à laquelle le peuple n'est donc pas convoqué. Devenue capitale, Rome souffre, selon Antonio Gramsci, du « mythe de la fatalité historique » qui aurait présidé à ce choix alors que la ville s'avérerait en réalité peu centrale à l'échelle de la péninsule, tant au plan économique que démographique<sup>22</sup>. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, cette logique historiciste sera valorisée, voire instrumentalisée, par le futurisme italien, qui influence notablement les débuts du fascisme. Celui-ci cherche à faire du « décor » monumental et du passé impérial de la ville les ferments de la construction d'un « homme nouveau ». À Rome, le temps de la représentation et de la communication de masse ne fait que commencer.

## Une ville mondiale non globale ?

La ville contemporaine est assurément porteuse de toutes ces contradictions initiales, qui la font s'intégrer tardivement au processus de globalisation, alors même qu'elle fut au cœur de la « première mondialisation ». Mais en réalité, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, Rome est restée en périphérie des deux phénomènes majeurs qui caractérisent alors les débuts de la « deuxième mondialisation » : la révolution industrielle et la seconde vague de colonisation. « Dirigée par une papauté peu favorable aux innovations techniques ou économiques, Rome reste à l'écart du capitalisme industriel [...]. Quant au mouvement de colonisation, Rome n'y participe que secondairement [...] et la défaite fasciste à la fin de la Seconde Guerre mondiale met fin à son empire<sup>23</sup> », tant en Éthiopie

18 Cf. Massimo BIRINDELLI, *Roma italiana. Come fare una capitale et disfare una città*, Rome, Savelli, 1978, 80 p.

19 La méfiance des Italiens envers leur capitale qu'exprime le recueil de nouvelles intitulé *Contro Roma* dirigé par Alberto Moravia et paru en 1975, montre que cet atavisme se poursuit jusque dans la période contemporaine et chez certains intellectuels de gauche.

20 Cité par P. SCOPPOLA, *I Discorsi di Cavour per Roma capitale*, Rome, Instituto di Studi romani ed., 92 p., 1871, p. 42-43.

21 G. DJAMENT-TRAN, art. cit., 2005, p. 373.

22 Antonio GRAMSCI, *La Città Futura*, 1917-1918, Turin, Einaudi, 1982 (trad. en français, *La Cité future*, Paris, Éditions Critiques, 2017).

23 G. DJAMENT-TRAN, « Rome contemporaine : une ville mondiale non globale », *Annales de Géographie* n° 670, 2009, p. 601.

qu'en Libye. Le décalage entre le mythe de la « Ville éternelle » et cette seconde mondialisation constituerait ainsi « un héritage de son passé précocement mondialisé, tandis que les perspectives de la globalisation et de la métropolisation semblent la destiner à un rang secondaire<sup>24</sup> ». Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, Rome est cependant devenue une ville aux fonctions mondiales reconnues, notamment en matière religieuse (son influence s'exerce sur près d'un milliard d'habitants à l'échelle mondiale). Malgré la superficie modeste du Vatican (44 hectares) et son enclavement dans une ville aux mains du pouvoir civil depuis les Accords de Latran (1929), Rome présente l'originalité d'accueillir sur son territoire deux capitales différentes et plusieurs dizaines d'ambassades dédoublées<sup>25</sup>. Toutefois, la centralité religieuse s'est fortement réorganisée depuis les années 1960, déclinant en Europe et progressant essentiellement en Afrique et en Amérique latine, malgré la double concurrence de l'islam et des églises évangéliques. La stratégie internationale du Vatican pèse en tout cas durablement sur l'influence de Rome dans le monde : l'organisation du Jubilé de l'an 2000 a ainsi considérablement renforcé son attractivité globale avec, si l'on en croit l'Agence pour le jubilé, un nombre total de visiteurs proche de 35 millions<sup>26</sup>. Ce rayonnement culturel, patrimonial et religieux n'a toutefois pas permis à la capitale italienne d'obtenir l'organisation d'un des plus importants événements sportifs au monde, les Jeux olympiques, pour lesquels sa candidature a été écartée tant pour les jeux de 2004 (par le CIO) que pour ceux de 2024 (par la nouvelle maire de Rome, Virginia Raggi<sup>27</sup>). Cependant, la reconnaissance internationale est venue par d'autres canaux avec l'installation de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies) en 1951 et le classement du *centro storico* sur la liste du Patrimoine de l'humanité par l'Unesco en 1980<sup>28</sup>.

En dépit de ces signes de reconnaissance mondiale, Rome peut encore difficilement prétendre faire figure de « ville globale », au sens de Saskia Sassen<sup>29</sup>, un titre pour lequel Milan, capitale économique de l'Italie, possède davantage d'arguments. Avec une population de même ampleur (4 millions d'habitants environ) et un revenu disponible à peu près équivalent, les deux métropoles se différencient par leur poids respectif dans le produit intérieur brut de l'Italie et leur ouverture au marché international, où Milan domine largement. Rome, en revanche, l'emporte sur sa rivale pour le trafic aéroportuaire et le nombre de visiteurs

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> En l'an 2000, quelque 172 ambassades étaient accréditées auprès du Saint-Siège, dont 90 y avaient leur siège de façon permanente.

<sup>26</sup> 22 millions « seulement », si l'on ne prend en compte que les participants aux rassemblements religieux. Cf. Colette VALLAT (dir.), *Autres vues d'Italie ; lectures géographiques d'un territoire*, Paris, L'Harmattan, 2004, 417 p.

<sup>27</sup> Lire chapitre V, 30.

<sup>28</sup> Le périmètre Unesco a ensuite été étendu, en 1990, aux biens du Saint-Siège à Rome et à la basilique Saint-Paul-hors-les-Murs.

<sup>29</sup> Cf. Saskia SASSEN, *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991. Trad. française aux éditions Descartes & Cie en 1996 sous le titre *La ville globale*.

étrangers<sup>30</sup>. La rivalité politique et économique entre les deux métropoles produit ainsi un paradoxe tout italien : d'un côté, une « ville mondiale non globale » (Rome) et, de l'autre, une « ville globale non mondiale » (Milan)<sup>31</sup>. Cette dichotomie remonte aux choix effectués lors de la désignation de la capitale, lorsqu'il fut décidé de ne pas doter Rome de la structure économique équivalente à ses rivales du Nord, malgré l'évidente hypocrisie de cette décision<sup>32</sup>. Comme l'admettait le ministre des Finances Quintino Sella dans un discours à la Chambre des députés cinq ans plus tard, « j'ai toujours désiré que se trouve à Rome la classe dirigeante, les intellectuels, mais je n'ai jamais désiré que s'y trouvent de grandes agglomérations d'ouvriers. [...] Je croirais dangereuse ou du moins inadaptée une organisation de cette nature. Je pense même qu'il faut porter la production et le travail, sous toutes ses formes, dans les autres parties du royaume<sup>33</sup> ». Soucieux d'ordre social autant que d'un équilibre entre les puissantes régions italiennes, le gouvernement entérinait ainsi un projet politique aussi assumé que pervers : consacrer Rome tout en l'affaiblissant.

Au cours des années 1930 et durant le *Ventennio*<sup>34</sup> fasciste, cette division des tâches et cet écart avec Milan ont eu tendance à se réduire. La politique de développement du Mezzogiorno et le « miracle italien », au cours des années 1960, amplifieront cette tendance en faveur d'un rééquilibrage entre Rome et ses rivales du Nord, sans pour autant bouleverser les vieilles hiérarchies. Dans un classement des « villes européennes » influentes publié par la Datar<sup>35</sup> française à la fin des années 1980, Rome ne pointe ainsi qu'à la sixième place après Londres, Paris, Milan, Madrid et Francfort, au même niveau que Bruxelles et Barcelone<sup>36</sup>. Vingt ans plus tard, le différentiel s'est même aggravé, puisque Rome ne se situe plus qu'au huitième rang tandis que Milan se maintient au cinquième<sup>37</sup>. Première ville métropolitaine italienne du fait d'une démographie essentiellement portée par l'immigration et malgré l'implantation récente de grandes entreprises du secteur tertiaire, Rome ne figure pas non plus à son avantage parmi les villes où siègent

30 Cf. A. DELPIROU, E. CANEPARI, S. PARENT, E. ROSSO (dir.), *Atlas historique de Rome, IX<sup>e</sup> siècle avant J.-C.-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions Autrement, 2013, p. 90. En 2013, Rome a accueilli 8,6 millions de touristes, se situant ainsi au 14<sup>e</sup> rang des villes les plus visitées au monde, selon le classement publié par la société d'analyse Euromonitor.

31 Selon l'analyse de G. Djament-Tran. On peut également se reporter, sur cette question, à l'article de Cynthia Ghorra-Gobin, « Une ville mondiale est-elle forcément une ville globale ? Un questionnement de la géographie française », paru en 2007 dans *L'Information géographique*, vol. 71, p. 32-42.

32 Le député Ferrari, lors de la séance de l'assemblée du 26 mars 1871, affirmait ainsi : « Rome ne menace aucune capitale italienne : ni Naples, quatre fois plus grande, ni Turin, deux fois plus grande, ni Milan également deux fois plus grande ; ni aucune autre ville. Toutes s'inclinent avec humilité et, dirais-je également, avec hypocrisie devant Rome. » Cité par G. DJAMENT-TRAN, 2009, p. 604.

33 Discours à la Chambre des députés du 27 juin 1876.

34 Le *Ventennio* désigne couramment, en Italie, la période d'une vingtaine d'années (1922-1943) au cours de laquelle Mussolini règne en maître sur le pays.

35 Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, créée en 1963 par le pouvoir gaulliste.

36 Roger BRUNET, *Les villes européennes*, Paris, La Documentation française, 1989, 79 p.

37 Céline ROZENBLAT, Patricia CICILLE, *Les villes européennes ; analyse comparative*, Paris, La Documentation française, 2003, 94 p.

les cinq cents premières entreprises privées européennes, selon une enquête de l'institut Mediobanca en 1998. Malgré le développement des techniques de marketing urbain qui font florès à partir des années 1990-2000, le « plan stratégique » romain, qui prône la constitution de filières productives « utilisant l'histoire comme capital fixe matériel et immatériel<sup>38</sup> », l'aire d'influence économique de Rome est restée de nature euro-méditerranéenne. Le « scénario compétitif » qui passait par une action agressive d'élargissement de la base économique de Rome à l'échelle nationale et mondiale, ne s'est pas réalisé et le profil espéré de « ville globale » s'est même plutôt éloigné. Ce profil espéré, inspiré par les technocrates, ne passe-t-il pas en effet par le règlement définitif des problèmes d'infrastructures de mobilité et de qualité du cadre de vie, attendu notamment par les élites métropolitaines et les techniciens internationaux dans une ville de plus en plus focalisée sur des problèmes de vie quotidienne et sur les graves dysfonctionnements urbains ? La place acquise par l'immigration dans le dispositif romain de mondialisation, ainsi que l'émergence du tourisme comme première activité industrielle mondiale selon l'Organisation mondiale du tourisme, sont-elles de nature à changer la donne aujourd'hui ? En tout état de cause, la fonction de *laboratorio d'arte urbana* mise en avant par le groupe Stalker<sup>39</sup> dans les années 1990-1995, qui s'ingénie à projeter sur un globe terrestre un vaste plan de Rome, se jouant ainsi des échelles cartographiques et de l'image d'une petite « ville mondiale », paraît centrale dans cette analyse où la mise en œuvre d'une action cohérente à long terme semble comme paralysée par une gouvernance métropolitaine trop aléatoire.

### « Roma Capitale », une échelle métropolitaine plus efficace ?

On reviendra sur le rapport complexe établi au cours du XX<sup>e</sup> siècle, entre l'État et la ville de Rome. Mais pour reconstituer avec suffisamment de précision l'histoire des mutations urbaines de la capitale à partir de l'entrelacement existant entre politique et société, entre événements locaux et nationaux, entre facteurs économiques et sociaux et facteurs culturels, il faut prendre en compte les conséquences des décisions prises par les différents partis politiques ou groupes de pression sur le développement urbain et social de la ville, marquant de façon indélébile le visage de Rome<sup>40</sup>. Différentes séquences particulières, souvent supérieures à une décennie, se succèdent à partir des années 1950 : le « centre œcuménique politique et religieux » porté par le « miracle italien » et soutenu par la démocrate-chrétienne jusqu'à 1976, puis l'opposition au capitalisme industriel exprimée par le PCI jusqu'au milieu des années

38 G. DJAMENT-TRAN, art. cit., 2009, p. 606.

39 Le nom de ce collectif est directement tiré du film éponyme du cinéaste russe Andreï Tarkovski qui, en 1979, décrivait l'univers fantasmagorique de « passeurs » s'aventurant dans une zone urbaine dévastée et inquiétante, un *no man's land* où serait tombée une météorite... Voir aussi ch. 4.

40 Cf. notamment l'ouvrage très documenté de Grazia PAGNOTTA, *Sindaci a Roma: il governo della capitale dal dopoguerra a oggi*, Rome, Donzelli, 2006.

1980, autour de l'idée d'une « métropole recomposée » à partir des liens à rétablir entre centre et périphérie, développée par le maire communiste Luigi Petroselli ; ou encore « l'identité retrouvée » promue par l'écologiste de centre-gauche Francesco Rutelli puis son successeur Walter Veltroni, du milieu des années 1990 à la fin des années 2000. S'installe ensuite une alternance systématique à chaque scrutin municipal, qui interroge la continuité des politiques publiques, Rome changeant plus ou moins radicalement de camp à chaque élection. À première vue, les Romains ne semblent plus faire confiance à leurs édiles, paraissant prêts à toutes les aventures. Mais, quels qu'aient pu être leurs échecs ou leurs réussites, il faut rendre hommage aux maires de Rome, qui ont fait face à une multiplicité d'événements aussi violents, parfois, que fondamentaux dans l'organisation de la cité et dans l'évolution du poids respectif des principaux acteurs. L'absence de coïncidence entre le niveau national et le niveau local, par exemple entre 1994 à 2002, lorsque Silvio Berlusconi domine l'espace politique et dirige le pays avec brutalité, tandis que la municipalité de Rome suit une position nettement opposée, inscrite dans la tradition démocratique et civique de la ville, constitue l'un des faits marquants de cette période longue. Un « entre-deux » au cours duquel l'État, les partis, les collectivités, les grands médias et les principaux acteurs privés (entreprises, propriétaires fonciers et promoteurs immobiliers) jouent des partitions souvent dissonantes.

Toutefois, en partie grâce à eux – et parfois malgré eux –, Rome est devenue une métropole. La ville compte 2,87 millions d'habitants<sup>41</sup> répartis sur un territoire de 1 285 km<sup>2</sup>. C'est la plus vaste commune d'Italie et l'une des principales parmi les villes occidentales, dépassant par sa superficie Paris, Londres, Berlin ou New York. Elle regroupe plus de la moitié de la population du Latium. En 1990 ont été instituées en Italie des « aires métropolitaines » constituées à partir de neuf villes expressément désignées – Turin, Milan, Venise, Gênes, Bologne, Florence, Rome, Bari et Naples (Reggio de Calabre les ayant rejoint par la suite) –, tout en laissant ouverte leur définition dans les régions dotées d'un statut administratif spécial (Sicile, Sardaigne et régions autonomes du Nord)<sup>42</sup>. De timides tentatives de renouvellement de la gouvernance urbaine ont été entreprises par la suite, encouragées par les velléités décentralisatrices des gouvernements de centre-gauche Monti et Letta, au milieu des années 2000. Ainsi Rome s'est-elle dotée, en 2009, d'une instance spécifique (*Roma città metropolitana*), mais à l'échelle de la commune seule.

Créée par la loi du 7 avril 2014, la « ville métropolitaine » de Rome (*Roma Capitale*) compte, à l'heure actuelle, 4,32 millions d'habitants pour une superficie totale de 5 352 km<sup>2</sup><sup>43</sup>, répartis sur 121 communes,

41 Source : Istat, 2017.

42 De fait, Trieste, Cagliari, Palerme, Messine et Catane ont été désignées également *Città metropolitana*.

43 Chiffres Istat au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

ce qui lui confère un poids considérable par rapport à l'échelon supérieur. C'est la première métropole italienne devant Milan, Naples et Turin, qui sont les seules à atteindre ou à dépasser trois millions d'habitants. Avec la création des « villes métropolitaines », la loi a permis d'élargir cet espace de gouvernance à une plus vaste et plus significative échelle. D'une façon générale, davantage que par la réforme des plans régulateurs généraux (PRG) hérités des décennies de l'entre-deux-guerres<sup>44</sup>, que dans le cadre de programmations stratégiques spécifiques, comme à Turin ou à Rome, généralement critiquées par la gauche radicale ou écologiste pour leurs excès urbanisants, c'est à l'échelle métropolitaine que s'est opéré le renouveau urbanistique<sup>45</sup>. Mais ce chantier est largement inachevé. Il reste à construire un espace de cohérence et de convergence politique avec l'échelon régional, ce qui n'est pas gagné dès lors que les divergences entre la ville et le Lazio sont manifestes sur nombre de sujets importants comme le développement économique, les transports publics ou encore l'immigration, dont le poids s'est accru dans la démographie régionale. Et la somme des intérêts particuliers – voire ceux de la mafia, comme dans le dossier explosif des déchets – pèse lourdement sur les politiques municipales lorsqu'elles sont soucieuses de l'intérêt collectif.

La démocratisation de cette gouvernance est également en cause. Depuis 1972, le territoire communal est subdivisé en vingt circonscriptions, ayant chacune vingt-cinq conseillers élus (depuis juin 1981), désignés directement par les habitants en même temps que les conseillers municipaux. Les circonscriptions ont en général la charge de la gestion et de l'entretien matériel des services sociaux offerts à la population (écoles maternelles et primaires, collèges, crèches, centres culturels, établissements pour personnes âgées, etc.). En outre, leur avis doit leur être demandé obligatoirement par l'autorité municipale sur toutes les dispositions d'urbanisme (modification de plans, lotissements, etc.) et sur les nouvelles opérations de construction<sup>46</sup>. Avant 1981 et la municipalité de gauche de Luigi Petroselli, les conseillers de circonscriptions étaient nommés par le conseil municipal sur la base des voix obtenues par chaque parti dans le secteur concerné, à travers une forme de proportionnelle favorisant à la fois le régime des partis et le clientélisme. Le mouvement de décentralisation engagé dans les années 1990 a permis d'aboutir, en 1993, à l'élection au suffrage universel direct des maires. Mais pour établir un véritable partage du pouvoir avec les citoyens, il y a loin de la coupe aux lèvres. Les logiques d'alternance entre Démocratie chrétienne et centre-gauche n'ont pas permis d'assurer les continuités nécessaires ni d'incarner les « ruptures » annoncées. Les solutions autoritaires ou populistes, pas plus que les velléités – la plupart

44 Équivalents de nos Plans locaux d'urbanisme, créés par une loi de 1865, ils sont élaborés au niveau communal et constituent la pierre angulaire de l'urbanisme réglementaire en Italie.

45 Cf. Aurélien DELPIROU et Dominique RIVIÈRE, « Réseau urbain et métropolisation en Italie : héritages et dynamiques », *geoconfluences.ens-lyon.fr*, décembre 2013, consulté le 20 janvier 2020.

46 Cf. « Rome-Paris », *Paris Projet* n° 23-24, janvier 1983, p. 20-21.

du temps non suivies d'effets – du mouvement *Cinque Stelle*<sup>47</sup>, parvenu au pouvoir à Rome en 2016, n'ont offert aucune alternative probante. Pour éviter que Rome ne se laisse séduire par des modèles extrêmes ou xénophobes hérités du passé, il paraît urgent d'interroger la citoyenneté romaine en faveur d'une ville renouvelée et ouverte au monde dont l'histoire fournit en grande partie les clés.

### Les récits diffractés de l'autre Rome

Pour produire un récit cohérent et organiser la compréhension de cette histoire largement transversale, cinq grandes séquences chronologiques ont été retenues dans le cadre de cet ouvrage : *Rome et le miracle italien* (1950-1968), *Les années de plomb à Rome* (1969-1980), *Des années paillettes à l'opération Mani pulite* (1980-1993), *Le temps de Berlusconi et l'expérience romaine du centre-gauche* (1993-2008), et enfin *Du succès du populisme au chaos urbain* (2008-2020). À l'intérieur de ces cinq séquences, un ensemble de chapitres thématiques contribue à multiplier les regards sur les aspects politiques, la dimension économique, les évolutions de la société, les facteurs culturels, l'architecture et l'urbanisme, pour décrire et expliquer les transformations de la cité. Mais le récit de cette *autre Rome* n'est pas linéaire. Il s'agit au contraire d'une histoire à multiples entrées, destinée à dénouer la complexité des fils conducteurs de ces changements, à travers des « manières de voir » qui empruntent tant aux sciences sociales et politiques qu'à l'anthropologie urbaine ou à l'expérience vécue<sup>48</sup>. Car Rome a changé jusque dans son cœur même et dans son quotidien. La périphérie a pris une telle place dans le cadre de l'urbanisation qu'il est désormais impossible de raisonner à la seule échelle de la ville historique ni même de la commune de Rome, aussi étendue soit-elle. Géographiquement, la capitale italienne, quittant définitivement son site intra-muros et ses extensions unitaires, s'est ouverte sur un très vaste territoire urbanisé. Il s'étend des monts Albains à la mer Tyrrhénienne, irrigué par le delta du Tibre, où parcs archéologiques et terres agricoles résistent à grand-peine à la frénésie immobilière, aux investissements de firmes internationales et à l'implantation de centres commerciaux, rognant toujours davantage les espaces jusqu'alors préservés de l'*Agro romano*<sup>49</sup>. L'espace urbain romain qui a émergé depuis les années 1950 n'est pas tant l'expression d'une ville transformée et modernisée que le résultat d'une métropolisation qui a grignoté peu à peu la générosité du paysage rural et agricole, induisant des changements sociétaux et de nouveaux besoins de mobilité qui ne sont pas sans poser de graves

47 Le Mouvement Cinq étoiles (M5S), créé par l'humoriste Beppe Grillo et l'informaticien Gianroberto Casaleggio en 2009, est parvenu au pouvoir à Rome, via une série d'alliances à géométrie variable, tant au plan municipal (2016) qu'au plan national (2018). Voir notamment ch. V, 27.

48 Cf. Pierre GRAS, *Suite romaine*, Paris, L'Harmattan, coll. « Carnets de ville », 2005.

49 Cf. Aurélien DELPIROU, Dominique RIVIÈRE, « Rome capitale : les enjeux métropolitains vus du delta du Tibre », *Métropolitiques*, 3 juin 2013. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Rome-capitale-les-enjeux.html>, consulté le 25 janvier 2020.

problèmes et qu'il faut prendre en considération si l'on veut comprendre la Rome d'aujourd'hui.

D'importantes étapes caractérisent cette métamorphose d'une ville qui, comme chacun le sait, « ne s'est pas faite en un jour ». De grands événements scandent ce parcours contemporain : l'Année sainte de 1950, les Jeux olympiques de 1960, le Jubilé de l'an 2000, jusqu'aux candidatures avortées de la ville aux J. O. de 2004 puis de 2024. Des mutations aussi considérables qu'invisibles ont affecté le centre-ville comme la périphérie de Rome. Ce livre propose un regard critique sur les défis relevés (ou délaissés) par les politiques publiques, émanant tant de l'État que des collectivités territoriales qui ont présidé au destin de la ville : la gestion de l'immense patrimoine archéologique et architectural, les carences avérées des transports publics, le renouvellement des vieux quartiers populaires, mais aussi l'histoire trop méconnue des transformations de ses quartiers périphériques. Cette histoire peut paraître chaotique, et par certains aspects désespérante. Certains n'hésitent d'ailleurs plus à évoquer le nouveau « grand déclin » de Rome en comparant, d'une manière quelque peu anachronique du point de vue historique, l'état de la ville actuelle aux conséquences de la chute de l'Empire romain et du saccage de la ville par les Vandales... Pourtant, même maltraitée au fil d'une gestion souvent erratique, Rome parle toujours au cœur de ses habitants comme à celui des huit millions de visiteurs qui battent chaque année le pavé de la cité historique, ignorant tout ou presque des formidables mutations à l'œuvre dans cette métropole contradictoire, cette *autre Rome* construite au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et au début du suivant. Il est clair que la mondialisation rend vaine toute tentative de n'éclairer les phénomènes locaux qu'à la lueur d'événements purement romains voire italiens, sans que leur dimension globale ne soit prise en compte – ne serait-ce que parce que ces différents niveaux sont étroitement liés et imbriqués aujourd'hui. C'est pourquoi, plus encore qu'une *autre Rome*, ces récits diffractés racontent à leur manière non pas plusieurs villes, mais *mille Rome* différentes.



Rome et le miracle italien

# ROME ET LE MIRACLE ITALIEN

1950-1968

# 1 L'héritage encombrant du *Ventennio* fasciste

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque la présence américaine à Rome succède à l'occupation allemande, la question de l'héritage fasciste se pose avec acuité. Au cours des vingt années (1922-1943) qu'a duré la domination de l'État fasciste italien, Rome a beaucoup changé. La nécessité d'organiser le développement rapide de la capitale, associée à la recherche d'une « vitrine » pour le nouvel ordre politique, a eu des conséquences directes sur l'urbanisme romain. Qu'elles soient dénoncées ou au contraire considérées avec intérêt, ces logiques sont parvenues à des résultats inégaux : d'un côté, une forte valorisation des monuments antiques jugés les plus symboliques (le Capitole, le mausolée d'Auguste, les forums, les vestiges du Largo Argentina), qui s'est traduite par un « nettoyage » en règle des quartiers préexistants, qu'ils soient médiévaux ou plus récents ; de l'autre, l'engagement de grands projets dans le cœur de la ville comme le Foro Italico, ensemble sportif et culturel situé sur la rive droite du Tibre, la réalisation de la Cité universitaire et la rénovation ou la construction de nouvelles gares (Termini et Ostie-Lido), ou bien placés en périphérie comme le site de l'exposition universelle (EUR) et les studios de Cinecittà. Outre le fait que la politique d'« éventrement » du centre historique coïncide avec la réalisation des premiers ensembles de logements ouvriers à grande distance du centre-ville, dont témoignent, d'une manière différente, les « noyaux urbains » d'Acilia ou de Pietralata, ces démarches n'ont que partiellement répondu à leurs objectifs. Ainsi les quartiers du Foro Mussolini et de l'Exposition universelle sont-ils restés inachevés du fait de l'entrée de l'Italie dans la Seconde Guerre mondiale. Certes, ils offrent des opportunités d'installation aux troupes alliées, aux personnes démunies puis aux administrations italiennes qui se reconstituent, mais ils sont également un souvenir plus ou moins inacceptable du *Ventennio* fasciste, ce qui n'a pas facilité leur insertion dans les politiques de reconstruction de l'État. De même, la réalisation des *borgate* en périphérie a ouvert la voie à l'urbanisation sauvage de l'*Agro romano*, une tendance qu'il sera impossible de contrecarrer au cours de l'après-guerre<sup>50</sup>. L'isolement de ces premiers noyaux urbains et leur carence en équipements ne seront pas sans conséquence sur leur fonctionnement et sur la perception qu'en auront les Romains.

## Des grands travaux à la célébration du « génie romain »

L'héritage mussolinien ne se limite donc pas aux quartiers dont le fascisme voulait faire le symbole de la « nouvelle Rome ». En juillet 1928, Antonio Mosconi, accédant à la direction de l'économie au sein du

50 Cf. dans ce chapitre, la partie 5 (« L'épineux problème du logement »).

régime mussolinien, lance un programme de grands travaux, second volet d'une politique volontariste (et coûteuse) caractérisant le fascisme avant son engagement dans l'aventure coloniale en Afrique puis la Seconde Guerre mondiale. Le réseau ferroviaire est en grande partie électrifié. Deux grandes politiques d'aménagement sont engagées, pour ce qui concerne Rome et sa région : la poursuite de la bonification des marais pontins, au sud-ouest de la capitale, et les grandes percées destinées à changer le visage de la Rome moderne. La « bonification » est résolument tournée vers l'augmentation de la production agricole et la mobilisation des chômeurs – qui n'avaient guère le choix – dans une logique de grands travaux d'infrastructures. Elle permet d'assainir et de mettre en culture plusieurs dizaines de milliers d'hectares le long de la côte tyrrhénienne et surtout dans le Latium où sont créées plusieurs villes nouvelles – dont une station balnéaire qui va connaître un grand succès, celle de Fregene<sup>51</sup>. Quant aux travaux d'urbanisme menés dans la « Ville éternelle », ils sont destinés à mettre en valeur la « romanité » historique de la capitale. Ils manifestent dans l'espace public la volonté du régime de mettre en avant l'héritage impérial, une mise en majesté qui ignore l'héritage de l'urbanisme ancien. En dégagant le Colisée et le forum de Trajan tout en changeant leur perception au centre de la ville, il s'agit d'imprimer un cours moderne à cette histoire bimillénaire par le percement de voies nouvelles dans le tissu urbain, en particulier entre le Colisée et le monument dédié à Victor-Emmanuel II, « père » de l'unité italienne selon l'historiographie en vigueur. Les populations vivant dans le quartier adossé au Capitole sont promptement expulsées vers la périphérie, tandis que se met en place un développement économique et social sélectif, dont les pauvres, et bientôt les Juifs, seront exclus. De ce point de vue, « les choix opérés par Mussolini avaient un caractère clairement politique : tout devait être subordonné à la construction d'une Italie forte, peuplée, capable de se suffire à elle-même en attendant d'obéir à son "destin impérial"<sup>52</sup> ». Le projet mussolinien sacrifie les formes urbaines médiévales autour du Capitole et de la Cité du Vatican au profit d'une relecture des formes antiques et classiques. Le régime n'hésite pas à ouvrir, entre 1930 et 1933, la via dell'Imperio (actuelle via dei Fori Imperiali) entre la piazza Venezia et le Colisée, coupant arbitrairement en deux le forum antique, mettant en danger ses soubassements. Cette transformation radicale de la forme urbaine du centre historique s'accompagne d'un changement social tout aussi brutal, les travaux de démolition fournissant l'occasion de transférer la population indésirable dans les *borgate* sous-équipées de la périphérie.

Sous la pression des milieux d'affaires qui financent peu ou prou le régime, le gouvernement fasciste prend également la décision de

51 La ville moderne a été édifée à partir de 1928 dans le cadre d'un projet d'assainissement le long des côtes du Latium, près de Maccarese, pour créer une station de vacances destinée en particulier aux cadres du régime. Dans les années 1960-1970, Fregene s'est développée dans le cadre de l'expansion urbaine de la région métropolitaine de Rome et de la généralisation des loisirs.

52 P. MILZA, *op. cit.*, p. 877.

créer des instituts d'État destinés à se substituer aux banques pour la distribution du crédit, comme l'Istituto mobiliare italiano, et à fournir les liquidités nécessaires aux grands projets comme l'Istituto per la ricostruzione industriale (IRI), que l'on retrouvera dans l'après-guerre pour relancer l'économie italienne. Trois ou quatre grandes holdings publiques sont également créées à cette époque pour financer notamment la sidérurgie, les chantiers navals et les sociétés de navigation<sup>53</sup>. Malgré les dépenses de prestige et le coût de l'aventure coloniale italienne en Afrique, la politique de développement du fascisme se traduit, en fin de compte, par un renforcement du capitalisme autour de quelques grands « champions », un modèle qui n'était pas loin de celui des libéraux au début du siècle. Ceci explique en grande partie le fait que la paysannerie, notamment « l'armée famélique des *braccianti*<sup>54</sup> » soit la grande perdante du régime fasciste, celui-ci faisant supporter aux régions les moins développées le poids de l'industrialisation et du « rayonnement » extérieur du pays. Quelques mesures partielles plaident pour un assouplissement de cette situation excluante des travailleurs du Mezzogiorno, comme la loi Serpieri (1934) qui permet le morcellement de certains latifundia dont les propriétaires n'étaient sans doute pas identifiés comme des soutiens du régime. De même, l'assainissement de l'*Agro romano* a été suivi par la distribution de 60 000 hectares à quelque 3 000 fermiers appartenant pour la plupart à la moyenne paysannerie.

### Les contradictions architecturales du régime

L'un des domaines dans lesquels s'exprime la nature contradictoire du régime est certainement celui de l'architecture. Deux grands courants coexistent. Le premier s'appuie sur la tradition romantique, voire passéiste, qui s'attache à la reproduction du modèle antique ou médiéval, et trouve son application, au début du *Ventennio*, dans des opérations d'urbanisme de modeste ampleur. Le nouveau style des sièges des caisses d'épargne, par exemple, incarne la révérence de l'*establishment* provincial fasciste envers les républiques patriciennes du XIII<sup>e</sup> siècle. Le second courant qui, à mesure que s'accroît le caractère totalitaire et impérialiste du fascisme, l'emporte sur le précédent, se veut au contraire « moderniste », selon des principes s'appuyant tant sur les thèses du Futurisme italien que sur les concepts élaborés par la compagne de Mussolini, Margherita Sarfati, dès 1929 : « simplicité, concision, clarté de pensée [...], sacrifice des fioritures inutiles [...] géométrie architecturale<sup>55</sup> ». Ces principes sont à la fois et paradoxalement, ceux d'un retour à l'ordre classique et ceux qui

53 Finsider pour l'acier, Fincantieri pour les chantiers navals et Finmare pour les sociétés de navigation.

54 P. MILZA, *op. cit.* Littéralement, ouvrier « qui travaille avec ses bras », c'est-à-dire la masse agricole plus ou moins sous-employée, en particulier dans le Mezzogiorno.

55 P. MILZA, *op. cit.*, p. 883.

# Table des matières

## INTRODUCTION

| P. 5

## ROME ET LE MIRACLE ITALIEN (1950-1968)

1. L'héritage encombrant du *Ventennio* fasciste, P. 24
2. Affres et grandeur de la Reconstruction, P. 29
3. Miracle économique, désillusions sociales, P. 34
4. Salvatore Rebecchini, maire de la « grande expansion », P. 42
5. L'épineux problème du logement, P. 49
6. Cinéma, architecture, littérature : la révolution des idées et des formes, P. 57
7. Miracles et défaillances du « modèle », P. 67

## LES ANNÉES DE PLOMB À ROME (1969-1980)

8. De la crise du logement à celle de l'État, P. 74
9. Une décennie de poudre et de sang, P. 79
10. La mort d'Aldo Moro et l'échec du « compromis historique », P. 85
11. Alternance politique au Capitole, P. 95
12. Une stratégie pour le développement de Rome, volontaire, mais inachevée, P. 102
13. La banlieue s'organise malgré tout, P. 107
14. Le *Corviale*, immeuble symbole d'une politique de rattrapage désespérée, P. 111

## DES ANNÉES PAILLETES À L'OPÉRATION *MANI PULITE* (1980-1993)

15. Craxi, une bombe à retardement, P. 120
16. En mains propres, P. 126
17. Les maires de Rome dans la tempête du « grand nettoyage », P. 132
18. Une intelligentsia déboussolée face à la « télé Berlusconi », P. 139
19. Quand la périphérie se « gentrifie », P. 145
20. Le passé a-t-il un avenir ?, P. 150

# **LE TEMPS DE BERLUSCONI ET L'EXPÉRIENCE ROMAINE DU CENTRE-GAUCHE (1994-2008)**

- 21.** Des mutations sociétales et urbaines considérables, **P. 158**
- 22.** Le choc Berlusconi, **P. 161**
- 23.** Intermède(s), **P. 165**
- 24.** Francesco Rutelli et la dynamique du Jubilé, **P. 170**
- 25.** Walter Veltroni, « Il buonista », **P. 178**
- 26.** Rome, une ville d'images ?, **P. 186**

## **DU SUCCÈS DU POPULISME AU CHAOS URBAIN (2008-2020)**

- 27.** D'un populisme l'autre :  
du séparatisme à l'« anti-système », **P. 194**
- 28.** Gianni Alemanno, un maire de « transition », **P. 204**
- 29.** Ignazio Marino, un « Martien » à Rome, **P. 210**
- 30.** Virginia Raggi, une « étoile » filante ?, **P. 216**
- 31.** Métropolisations : d'Ostiense à Ostie, **P. 226**
- 32.** Le patrimoine contre la modernisation des transports  
publics ?, **P. 233**
- 33.** L'immigration, charge ou chance pour la  
« Ville éternelle » ?, **P. 239**
- 34.** Rome sous coronavirus, **P. 245**

## **PERSPECTIVES**

- | Futurs possibles, **P. 251**

## **ARCHITECTURE : DIX RÉALISATIONS CONTEMPO- RAINES MAJEURES À ROME**

- | **P. 257**

## **SOURCES ET INDEX**

- | Bibliographie, **P. 264**
- | Filmographie, **P. 274**
- | Index, **P. 276**

## Remerciements

L'auteur tient à remercier pour leur appui, leurs conseils ou leurs relectures avisées Catherine Briand, Gérard Clavairol, Philippe Dufieux, Nicolas Gras-Payen, Audrey Jeanroy et Éric Guillot.

Il adresse également ses vifs remerciements aux personnes qui ont facilité l'engagement des partenaires de cet ouvrage : Sandra Fiori, Caroline Lacan et Éric Guillot pour l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon et le LAURE.

Ma reconnaissance va aussi, bien entendu, à l'équipe des « Leçons de Rome », réunie au fil des années au sein de l'ENSAL : Anabela, Audrey, Benjamin, Éric, Federico, Nicolas et Philippe.

En outre, cet ouvrage n'aurait pas été possible sans la confiance et la compétence d'Estelle Bourgeon, Cecilia Gérard et Benoît Roux.

Enfin, ma famille a été un soutien indéfectible lors de l'élaboration et de la rédaction du livre : un très grand remerciement et un baiser chaleureux à chacun-e.

## Illustrations

P. 22-23 : La Fiat, symbole du « miracle » économique et de la croissance démographique de l'Italie dans les années 1960.

© Marka-Alamy

P. 72-73 : Les attentats de l'extrême droite ouvrent la décennie de violence des « années de plomb ».

© ANSA

P. 118-119 : L'opération *Manipulite* va contribuer à « nettoyer » l'ancien système des partis qui caractérisait la vie politique italienne depuis les années 1960.

© P. Gras

P. 156-157 : Le Parco della musica dû à l'architecte Renzo Piano est le « vaisseau amiral » des transformations entreprises au cours du long mandat du centre-gauche à Rome. © P. Gras

P. 192-193 : « Métro, boulot, dodo » à Rome : sur la ligne B conduisant à l'EUR. © P. Gras

P. 256-257 : L'église du Jubilé a été réalisée dans le quartier de Tor Tre Teste. © P. Gras

*Couverture* : Maquette d'une figure de proue utilisée dans le tournage du film *Casanova* de Fellini (1976) et installée à l'entrée de Cinecittà – Extrait photo © P. Gras, 2007

## Édition

Fablyo, Lyon

[www.editions-fablyo.fr](http://www.editions-fablyo.fr)



Fablyo

## Conception graphique

Yannick Bailly / item

## Photogravure

Resolution HD, Lyon

## Adaptation numérique

Cecilia Gérard

ISBN : 978-2-492385-15-5

Cet ouvrage a bénéficié du concours de l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon et du Laboratoire LAURE-EVS.

# UNE AUTRE ROME

Les métamorphoses d'une métropole :  
du « miracle italien » au « chaos urbain » ? (1950-2020)

« Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis. » Confirmant la formule de Corneille, l'évolution de la Ville éternelle depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale s'est traduite par des crises et des transformations spectaculaires au plan politique, économique et social, comme en matière d'urbanisme, d'architecture ou de logement. La capitale italienne s'est ainsi métamorphosée en un vaste territoire, urbanisé de façon souvent anarchique, qui s'étend du cœur de la cité antique jusqu'à la mer Tyrrhénienne.

Mais qui connaît vraiment cette autre Rome, passée en sept décennies du « miracle italien » au chaos quotidien, si l'on en croit la presse transalpine ? Cette enquête historique passionnante, puisant aux meilleures sources italiennes et françaises, offre un regard neuf sur la Rome contemporaine, si attachante et pourtant si complexe.

---

Pierre Gras, docteur en histoire des villes et des formes urbaines, chercheur et écrivain, a vécu et travaillé à Rome, où il séjourne chaque année depuis vingt ans. Il est l'auteur d'ouvrages consacrés à l'architecture et au patrimoine, ainsi que d'un journal inspiré de ses premiers parcours dans la Ville éternelle, intitulé Suite romaine (L'Harmattan, 2005).



Fablyo

ISBN : 978-2-4919224-07-2  
[www.editions-fablyo.fr](http://www.editions-fablyo.fr)

REPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

ÉCOLE  
NATIONALE SUPÉRIEURE  
D'ARCHITECTURE  
LYON

LYON  
ARCHITECTURE  
URBAINE  
RECHERCHE  
LAURE  
ENSA LYON UMR EVS 5600